

Programme politique du Parti ouvrier luxembourgeois (4 août 1945)

Légende: Le 4 août 1945, en prévision des prochaines élections législatives, le Parti ouvrier luxembourgeois annonce ses principaux projets pour l'avenir du Grand-Duché.

Source: Bulletin d'information. dir. de publ. Service Information et Presse - Ministère d'Etat. 31.10.1945, n° 11. Luxembourg. "Programme politique du Parti ouvrier luxembourgeois (4 août 1945)", p. 4; 5.

Copyright: (c) Service Information et Presse du Gouvernement luxembourgeois

URL: http://www.cvce.eu/obj/programme_politique_du_parti_ouvrier_luxembourgeois_4_aout_1945-fr-339b6203-8cab-4cb3-b561-e8b8ec05fd03.html

Date de dernière mise à jour: 28/08/2013

Programme politique du Parti ouvrier luxembourgeois (4 août 1945)

Croit-on que nous, socialistes, soyons à court de revendications ? Croit-on que nous n'ayons pas, nous aussi, des griefs à formuler contre le Gouvernement ? Croit-on que nous n'aurions pas tout à gagner, électoralement, à pratiquer la politique du pire ?

Qu'est-ce qui nous empêche de flatter les paysans, de jouer le double jeu, d'entretenir l'agitation dans la classe ouvrière, d'exploiter les mécontentements ?

Deux choses nous en empêchent : l'honnêteté politique et le sentiment de notre responsabilité. En matière politique, loyauté signifie avant tout clarté. Clarté dans la définition des problèmes, clarté dans les solutions proposées.

Nous voulons entreprendre un effort de moralisation par la clarté, un effort de clarification par la sincérité.

Nous faisons appel à la raison des hommes, souvent à leur cœur, mais nous ne violentons jamais les consciences. Nous haïssons les masques et les mains onctueuses ; et l'hypocrisie et le mensonge ; et le Judas et le prestidigitateur.

Mais nous aussi, nous avons la foi. Et au centre de notre action, comme but et non comme moyen, est l'homme ; non pas l'homme tout court, mais l'homme vraiment libre. Voilà pourquoi nous détestons l'obscurantisme, voilà pourquoi nous voulons briser les chaînes, voilà pourquoi nous n'acceptons ni dictature ni inquisition.

Nous voulons mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, nous voulons briser la tyrannie de l'argent, nous voulons créer un homme nouveau par un monde meilleur.

Les principes socialistes.

Les richesses, selon nous, sont le patrimoine de tous les hommes, des morts, des vivants, de ceux à naître. Et la jouissance de ce patrimoine n'a pas d'autre fondement que l'utilité sociale et elle n'a pas d'autre but que d'assurer à tout être humain la liberté et le bien-être.

Nous ne pensons pas que cet idéal puisse être réalisé à l'intérieur du régime capitaliste que nous croyons invivable. Ce n'est même pas nous qui l'avons tué, il est mort en engendrant le machinisme. Mais il laisse les hommes corrompus qui vendent leur âme pour trente deniers.

Voilà pourquoi nous voulons une transformation radicale de la société actuelle.

Dans l'ordre économique, nous voulons assurer aux travailleurs, c'est-à-dire à tous ceux qui travaillent – ouvriers, employés, ingénieurs, directeurs, paysans, fonctionnaires, artisans, petits commerçants, mais aussi aux instituteurs, aux professeurs, à toutes les professions libres, aux penseurs et aux savants – l'usage libre et gratuit des moyens de production.

Nous voulons dans l'ordre moral, faire pratiquer une solidarité active et consciente et dans l'ordre politique, la transformation de l'Etat en une administration des choses.

Nous ne nous considérons pas comme les représentants de la seule classe ouvrière, mais de tous les opprimés sans distinction de culte ou de sexe.

Nous croyons que tous les hommes sont solidaires, parce que l'émancipation des hommes n'est pas seulement une oeuvre nationale, mais une oeuvre humaine.

Et nous employons comme moyens l'action politique, le développement des associations libres et l'incessante, l'enthousiaste diffusion de notre idéal.

La politique socialiste.

Nous ne regardons ni à Rome ni à Moscou, nous regardons droit devant nous : nous ne dépendons que de nous-mêmes. Nous nous engageons honnêtement et entièrement. Et nous tenons nos promesses, parfois même celles des autres.

Nous sommes persuadés que la réponse à toute dictature se trouve, non pas dans moins de démocratie, mais dans plus de démocratie. Mais nous croyons que la démocratie politique n'est qu'un leurre, si elle ne s'accompagne pas de la démocratie économique. Pour qu'il y ait une démocratie vraie, il faut que l'Etat soit libéré de la tutelle des grands intérêts industriels et financiers. Pour qu'il y ait vraiment des hommes libres, il faut les libérer de la toute-puissance de l'Etat et de l'insécurité du lendemain. Car nous ne voulons pas nous servir de l'individu au profit de l'Etat, mais de l'Etat au profit de l'individu. Nous faisons de l'individualisme pour les faibles.

C'est dire que nous ne voulons pas enlever leurs fermes aux paysans pour faire des kolchozes ou des sovchoses ; mais pour libérer les paysans en même temps que tous les travailleurs, nous voulons transférer à la collectivité tous les monopoles, tout ce qui est service public et même les industries-clés, les sources d'énergie en même temps que le crédit. Qui oserait dire qu'avant la guerre M. Barbanson n'ait pas été plus puissant que l'humble M. Dupong ? Eh bien, il faut que cela cesse, il est nécessaire que cela cesse, il est indispensable que cela cesse si nous ne voulons pas que le pays devienne une colonie.

Nous ne voulons pas l'étatisation bureaucratique qui étouffe et tue les hommes ; la base de notre économie est la coopérative ; nous recherchons la communauté des producteurs. Cela comporte la cogestion des grandes usines par les travailleurs : ouvriers, employés, ingénieurs et intervention des travailleurs dans la gestion de la chose publique.

Nous ne voulons pas prendre aux riches pour donner aux pauvres, nous ne ferions que de nouveaux pauvres et des nouveaux riches. Mais nous voulons généraliser la sécurité économique. Nous voulons libérer les hommes de la misère et de la peur du lendemain. Nous savons que si le travail doit être un droit, il est aussi un devoir. Celui qui ne travaillera pas, avec nous ne mangera pas. Mais nous voulons que tous les Luxembourgeois travaillent dans la joie.

La démocratie sociale est la condition même de la démocratie politique. C'est là la raison pour laquelle nous voulons que les droits sociaux soient ancrés dans la Constitution à côté des droits de l'homme et de ceux du citoyen.

Et c'est sur ce plan que nous irons au combat aux prochaines élections.

On démoralise un pays quand on le déçoit. Nous avons été déçus, nous ne pouvions pas ne pas l'être. Nous croyons que les problèmes qui se posent au pays restent insolubles dans l'orthodoxie libérale. Pour garantir la survie de la patrie et le bonheur de ses enfants, nous présentons de nouvelles méthodes, en même temps qu'un humanisme nouveau, mais intégral.

Le sort des hommes est entre les mains des hommes. Nous, socialistes, nous vivons les ardeurs et les dégoûts d'un Péguy et l'enthousiasme d'un Jaurès. L'histoire confirme nos doctrines ; pourquoi douterions-nous de la victoire ?